

Syrie: attentat à la bombe à Damas à deux jours de la réunion de Genève
Par AFP
28 Juin 2012

Un attentat à la bombe a été commis devant le palais de justice dans le centre de Damas, à deux jours d'une réunion internationale sur le conflit qui s'annonce difficile avec le refus persistant de Moscou de toute solution extérieure.

Selon la télévision d'Etat, "deux bombes ont explosé dans le parking du Palais de justice dans le secteur de Marjé à Damas. Une troisième n'a pas explosé", a indiqué la chaîne, en qualifiant l'attentat de "terroriste" mais sans dire dans l'immédiat s'il avait fait des victimes.

Une source policière sous couvert de l'anonymat a affirmé à l'AFP que deux bombes magnétiques ont explosé sous deux voitures de magistrats dans le parking à ciel ouvert, tandis qu'une troisième était en train d'être désamorcée.

La télévision syrienne a diffusé des images montrant de grosses fumées noires se dégageant du parking, avec de nombreuses voitures en feu et des pompiers tentant d'éteindre les flammes.

Selon une ONG syrienne, près de 150 personnes, en majorité des civils, ont trouvé la mort en la seule journée de mercredi, alors que les bombardements de bastions rebelles et les combats ne cessent de gagner en intensité, surtout près de Damas, où les rebelles défendaient "farouchement" leurs bastions.

Le médiateur international Kofi Annan a proposé la mise en place d'un gouvernement de transition pour trouver une solution politique au conflit, une suggestion qui sera discutée à la réunion du Groupe d'action sur la Syrie samedi à Genève en présence des grandes puissances notamment (Russie, Chine, Etats-Unis, Royaume uni, France).

Mais Moscou, principal allié du régime du président Bachar al-Assad, qui a bloqué jusqu'à présent à l'ONU toute résolution condamnant la répression de la révolte, a maintenu jeudi sa position de refus de toute solution imposée de l'étranger, notamment en ce qui concerne le sort de M. Assad.

"La Russie ne peut soutenir et ne soutiendra pas une quelconque recette imposée de l'extérieur", a martelé le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Il a réaffirmé que le sort du président, qui continue doit être appuyé par une partie de la population, doit être décidé par un dialogue national syrien, alors que l'opposition syrienne a répété jeudi refuser tout dialogue ne préconisant pas un départ de M. Assad.

L'idée d'un gouvernement de coalition inclurait des partisans de M. Assad et des membres de l'opposition, alors que les deux protagonistes se disent être prêts à lutter jusqu'au bout, l'un pour sa survie, l'autre pour la chute du régime.

De son côté, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, qui rencontre son homologue russe vendredi à Saint-Pétersbourg, a transmis à M. Annan "son soutien pour le plan qu'il a présenté", le qualifiant de "feuille de route très concrète pour une transition politique".

L'Iran, proche allié de Damas et bête noire des Occidentaux, n'a pas été invité à la réunion de Genève malgré l'insistance de Moscou.

Violences et morts

Alors que le conflit ne cesse de gagner en intensité, faisant des centaines de morts ces deux dernières semaines, la situation ressemble de plus en plus à une guerre civile avec la multiplication des violences confessionnelles, selon la Commission d'enquête internationale mandatée par l'ONU.

Jeudi, onze personnes ont péri le matin dans les bombardements de bastions rebelles et les combats entre soldats et rebelles, surtout à Homs (centre) et Deir Ezzor (est), selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Et le bilan comme tous les jours va s'alourdir.

La veille, au moins 149 personnes, en majorité des civils dont 14 enfants, ont péri, a précisé l'ONG, alors que les combats s'approchent de la capitale quadrillée par les troupes du régime.

Plus de 15.800 personnes, en majorité des civils, ont été tuées en plus de 15 mois, les dernières semaines enregistrant les bilans les plus lourds du conflit, selon la même source.

Une attaque inédite visant une chaîne de télévision officielle a tué mercredi trois journalistes et quatre gardiens du siège d'Al-Ikhbariya près de Damas, selon les autorités.

Les médias en Syrie sont officiels ou proches du régime et, comme ce dernier, ne reconnaissent pas l'ampleur de la contestation assimilée à du "terrorisme".

Se targuant du soutien d'une partie de la population, M. Assad, dont la famille dirige la Syrie d'une main de fer depuis quatre décennies, a estimé mardi que son pays était dans "une véritable situation de guerre" mais s'est dit déterminé à la remporter.

© 2012 AFP